

HALTE À LA RÉPRESSION

Maroc : libération de Ali Anouzla !

jeudi 17 octobre 2013, par [BATOU Jean](#) (Date de rédaction antérieure : 10 octobre 2013).

Le journaliste progressiste Ali Anouzla est accusé d'avoir publié sur le site arabophone *Lakome* un lien à une vidéo de propagande d'AQMI appelant au « jihad » au Maroc. Il s'agissait évidemment de dénoncer un danger et non de faire la promotion du jihadisme au Maroc. Pour cela, il est actuellement détenu pour incitation au terrorisme et risque jusqu'à 20 ans de prison. Cette affaire intervient dans un contexte où la presse indépendante a été réduite au silence, quelques individus isolés continuant seuls à braver le pouvoir.

Comme l'a dit Aboubakr Jamaï, directeur du site francophone *Lakome*, Ali Anouzla « *est totalement innocent des crimes qu'on lui impute, mais il est coupable d'autres crimes qu'on ne lui impute pas et qui sont considérés par le régime comme des crimes : (...) dire où se trouve le pouvoir politique et comment il est exercé (...) ? ; publier des enquêtes qui montrent comment la corruption tourne autour de ces centres de pouvoir ? ; et enfin (...) offrir un espace à des groupes idéologiques qui n'ont pas où parler* ». Ali Anouzla et Aboubakr Jamaï ont été tous deux exclus de la presse écrite et poursuivent leur combat grâce à la presse électronique qui est devenue leur « maquis » (allocution au Théâtre de la Ville, Paris, 29 décembre 2013).

Des manifestations se sont déroulées ces derniers jours au Maroc et en France, notamment avec l'appui de Mediapart et de Reporters sans frontières, pour exiger la libération d'Ali Anouzla. solidaritéS appelle à relayer cette mobilisations en Suisse.

Jean Batou

P.-S.

* Paru en Suisse dans « solidaritéS » n° 235 (10/10/2013) p. 5.